

Hommage à Jacques

Mesdames, Messieurs,

Aujourd'hui, Journée nationale de l'avocat, nous sommes réunis pour rendre hommage à deux grandes figures du barreau. Ali Boumendjel et Jacques Vergès. Nous laisserons le soin d'évoquer la carrière et le sacrifice du premier aux confrères qui l'ont côtoyé, plaidé à ses côtés, qui furent témoins de son enlèvement et contemporains de son assassinat. Nous nous pencherons essentiellement sur l'irruption de Vergès dans la nouvelle défense des militants du FLN et sa remarquable efficacité durant la période 1958-1962, sans toutefois occulter les autres avocats, français, belges et allemands, qui ont mis leur talent au service de la juste cause de libération des peuples. Comme l'on ne saurait oublier les autres avocats martyrs : Pierre Popie, mon ancien condisciple à la conférence du stage abattu par

Ainsi des avocats communistes, socialistes, et divers démocrates purent mettre leur talent, et très souvent leur générosité, au service des militants algériens poursuivis, généralement, pour expression d'idées politiques non conformes au postulat colonial.

un parachutiste de la Légion étrangère, maître Garrigue du Barreau d'Alger, maître Thuveny et Maître Abed du barreau d'Oran assassinés par les «ultra» de l'Algérie française, maître Lamrani mort au maquis... ainsi que les avocats européens placés en camp d'internement tels Grange, Guedj, Smadja... et bien d'autres, ainsi que la plupart des avocats algériens les «Français-musulmans» à l'époque, emprisonnés, internés ou exilés.

Cultivant le paradoxe, Jacques Vergès se définissait : «Salaud magnifique».

Comment dès lors appréhender l'avocat, le «debater», le polémiste, l'écrivain, le politique, quand ce binôme aux termes contradictoires caractérise notre ami, au point qu'il paraît difficile de l'aborder par une seule face ? Jules Renard écrivait dans son journal de 1907 : «Un homme de caractère n'a pas bon caractère.» Vergès ne manquait ni de l'un ni de l'autre. Sa répartie flagrante et imparable, souvent agressive, est insensible à la compassion. A l'audience un témoin pense le déstabiliser : «N'oubliez pas, Maître, que j'ai porté l'étoile jaune imposée par les nazis.» Du tac au tac, Vergès répond : «Ma mère était jaune de la tête aux pieds.» Quand on sait qu'elle était asiatique, le trait faisait doublement mouche. Vietnamiennne, elle était jaune et colonisée, elle avait subi la ségrégation raciale.

Pascal avait émis une pensée que jadis nos professeurs de rhétorique n'ont pas soumise à nos cogitations, nous futurs avocats : «Et combien un avocat bien payé par avance trouve-t-il plus juste la cause qu'il plaide⁽¹⁾.» Que la mémoire du philosophe nous pardonne ni Vergès ni les membres du collectif ne pourraient y souscrire, eux qui percevaient un honoraire forfaitaire mensuel à peine supérieur au SMIG de l'époque. Certes après la guerre d'Algérie, Jacques Vergès, avocat de certains potentats africains, était à la tête d'un cabinet florissant. Mais il ne pouvait être à la fois «magnifique» et pingre. Il vécut grandement et dépensa autant. Parfois plus que sa réputation et son travail ne lui procuraient de ressources. Les confrères qui l'ont approché au Barreau d'Alger ne l'ont pas ignoré. Un sage avait affirmé : «Le seul vrai talent d'un homme est de vivre au-dessus de ses moyens sans se ruiner.»⁽²⁾ Magnifique jusqu'au bout, Jacques aura de son vivant épuisé son actif, au point que certains de ses docu-

ments et archives de valeur allaient répondre de ses dettes après son décès.

A cette audience du tribunal militaire des forces armées de Paris siégeant à la caserne de Reuilly, il y a de l'électricité dans l'air. On y juge l'affaire de la cartouche de Vincennes. Le commandant Girard, commissaire du gouvernement, particulièrement agressif, a traité les avocats de menteurs, et provoque un vif incident. La presse en rend compte et le souligne lourdement.

Le lendemain, maître Jacques Gambier de la Forterie, officier de la Légion d'honneur, grand invalide de guerre, ancien officier d'aviation, ancien juge d'instruction militaire, déclare à son confrère Jacques Vergès, qu'il est absolument indigné par les propos du commissaire du gouvernement et se tient, dans cette affaire, à la disposition de l'offensé. Vergès fait donc

porter par ses deux confrères Gambier de la Forterie et Maurice Courrégé sa carte à l'offenseur, l'avisant, conformément au code de l'honneur, qu'il en demande réparation par un duel. Il choisit le pistolet et ne s'arrêtera pas au premier sang⁽³⁾. Ce sera un affrontement à mort. Le commandant Girard, vraisemblablement embarrassé, ne répondit pas. Maître Gambier dressa à son encontre un procès-verbal de carence. Ce qui suffira à laver l'honneur de l'offensé. Et il n'y eut pas de duel.

La violence a donc pénétré le prétoire. De tout temps, les avocats français de gauche ont — et c'est à leur honneur — défendu devant les tribunaux les colonisés qui prétendaient, au nom même des principes de la Révolution française de 1789 ou ceux de la Constitution, s'élever contre la sujétion et contester l'ordre colonial. Il en fut ainsi en Algérie. Pour tout avocat français démocrate, la tâche était relativement aisée, tellement paraissaient criantes les injustices dont souffrait le colonisé. Dès lors qu'il n'était pas porté atteinte au principe sacro-saint de la souveraineté française en Algérie, considérée définitivement par le législateur comme trois départements, tous les moyens de défense étaient permis. Ainsi des avocats communistes, socialistes, et divers démocrates purent mettre leur talent, et très souvent leur générosité, au service des militants algériens poursuivis, généralement, pour expression d'idées politiques non conformes au postulat colonial. Des membres du barreau de Paris, tels maîtres Stibbe, Douzon, Dechezelles, Braun, Weil et bien d'autres n'ont jamais ménagé leurs efforts pour franchir la Méditerranée et plaider avec courage et conviction la cause des nationalistes.

Après le 1^{er} novembre 1954, le FLN refuse d'embler la donne. Il ne jouera plus avec les cartes coloniales biseautées. Il considérera que la loi conçue, discutée et votée par le Parlement français, promulguée par le chef de l'Etat français, n'est pas l'expression de la volonté générale, en tout cas pas celle du peuple algérien, qui n'a été en rien consulté. D'ailleurs, les moyens purement politiques n'ont jamais permis au peuple algérien de revendiquer, encore moins d'obtenir, l'exécution de sa réelle volonté d'indépendance. Aussi prend-il délibérément les armes et se considère-t-il en guerre contre l'occupant de son pays⁽⁴⁾. Et, pour être logique avec

lui-même, chaque militant algérien, arrêté et traduit devant les tribunaux coloniaux, devait se comporter en «belligérant». C'est bien cette ligne de conduite que la Fédération de France du FLN tente de faire suivre aux inculpés, chaque fois que les circonstances le permettent. Quel sera dès lors le rôle de l'avocat ? Peut-il mener sa défense dans ce contexte ? La position du détenu algérien est légitime et pourtant «illégal» au regard du droit que les autorités veulent lui appliquer. Mais pour l'avocat français, suivre dans ses moyens le militant FLN qui entend soustraire l'Algérie à l'autorité coloniale française, c'est alors enfreindre la loi garantissant la sûreté de l'Etat par les articles 75 et suivants du code pénal. Mais si, dans ces circonstances, l'on est convaincu qu'au-dessus de la loi contingente, traduisant la prédominance de certains hommes sur d'autres, existe une loi permanente, expression d'une vérité éternelle : l'homme est né pour vivre libre, alors cette loi naturelle, aucun juge, aucune juridiction ne saurait la transgresser, sans perdre le respect attaché à leur fonction. Le Droit, quelle que soit l'apparence légale de son expression et la solennité dont il s'entoure, ne peut excuser, ni encore moins justifier, par une servile application de la loi du moment, l'injustice fondamentale procédant de la négation ou du mépris de la loi naturelle reconnaissant à l'Homme son droit au respect de sa dignité et de sa liberté.

Il était donc nécessaire de considérer tous les avocats du FLN comme militants d'une cause dont les principes sont universellement admis.

Pour les Algériens, déjà engagés au sein du Front, le problème était simple. Ils furent mobilisés. Quant aux avocats français, qui, dans l'intérêt futur de leur pays, ont œuvré au sein du collectif, ils ont eux-mêmes choisi entre la loi du moment et le droit permanent la légalité coloniale et la justice intrinsèque.

C'est ainsi que les premiers avocats du FLN non encore structurés dans un cadre directement rattaché à la Fédération entendent mener la défense. Mais la Direction générale de la Sûreté nationale

C'est alors que le talent de Jacques Vergès, qui avait déjà assisté Djamila Bouhired à Alger, s'exprime et va s'imposer de 1958 à 1962. Certes Vergès avait prouvé ses capacités comme premier secrétaire de la Conférence du stage au Barreau de Paris. Mais à défaut de manifester sa compétence, elle risquait de demeurer ignorée.

(la DGSN), conformément d'ailleurs à la politique coloniale de l'époque, les considèrent comme les alliés des ennemis de la France. Maître Amokrane Ould Aoudia est abattu dans les escaliers de son immeuble du 13, rue Guénégaud à Paris par une mystérieuse «Main rouge» qui n'est autre que le «service action» de la DST chargé des exécutions extrajudiciaires, comme l'a confirmé, longtemps plus tard, Constantin Melnik, conseiller à la sécurité de Michel Debré. Il devient dès lors indispensable de s'organiser en conséquence pour assurer la défense des militants détenus. Un collectif est créé. Maîtres Abdessamad Benadallah, Mourad Oussedik et Jacques Vergès sont placés à la tête de ce collectif, installé à Paris, mais responsable de tout le territoire métropolitain où l'on compte 83 prisons et 5 camps d'internement, où sont détenus jusqu'à 1 200 militants à Fresnes, 2^e division et 3 000 au camp de Larzac.

C'est alors que le talent de Jacques Vergès, qui avait déjà assisté Djamila Bou-

Par Ali Haroun



hired à Alger, s'exprime et va s'imposer de 1958 à 1962. Certes Vergès avait prouvé ses capacités comme premier secrétaire de la Conférence du stage au Barreau de Paris. Mais à défaut de manifester sa compétence, elle risquait de demeurer ignorée. Et cette occasion, ce sera la guerre d'Algérie, parvenue à la barre des tribunaux coloniaux, qui va la lui offrir. Vergès et ses confrères du collectif adoptent une tactique nouvelle : le militant de la cause algérienne ne réclame plus l'application de la loi française qui, par hypothèse, fait de lui un délinquant. Il la refuse et la rejette. Contraint de s'expliquer devant un prétoire, il s'en servira comme d'une tribune pour faire connaître publiquement la cause qu'il défend.

A tactique nouvelle, structure nouvelle.

Le 19 avril est rédigée et transmise à Mourad Oussedik une note sur le collectif : «Tout Algérien — y est-il écrit — devant se considérer comme au service de la lutte libératrice, le FLN décide la mobilisation sur place de certains avocats. Il décide en conséquence que toute responsabilité au sein du collectif doit revenir à un avocat algérien (...). Il sera responsable de ses actes vis-à-vis de la Fédération et du GPRA, et répondra de sa mission au même titre que tout Algérien investi par le Front d'une responsabilité.»

Dès juin, Mourad Oussedik transmet son premier rapport : «La réorganisation du collectif s'est faite selon les instructions

reçues dans les délais prévus et malgré les difficultés surgies du fait de la mort de Ould Aoudia⁽⁵⁾. La défense est assurée d'une façon permanente par deux branches du collectif : l'une consacrée à la France, l'autre destinée à l'Algérie. Conformément à la note du 19 avril, le découpage géographique sera le suivant : pour la zone nord-est, dont la responsabilité incombe à Benabdallah, la défense est mise en place à Lille, Béthune, Valenciennes, Avesnes, Mézières, Charleville⁽⁶⁾, Metz, Sedan, Nancy, Châlons-sur-Marne. Au total, une dizaine d'avocats collaborent pour couvrir cette zone.

Ould Aoudia, assassiné peu après sa désignation, ses confrères s'occuperont de le remplacer sur la région parisienne aussi bien qu'à Caen, Rouen, Le Havre, où des avocats locaux acceptent d'assurer la défense. Enfin, la zone sud, à partir de Lyon, est confiée à Bendi Merad qui, avec l'aide de Boulbina à Marseille et d'une dizaine d'avocats français, représente le collectif dans la zone.